

CONTRAT

MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EUROPEEN ERASMUS + AU BENEFICE DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA REGION NOUVELLE- AQUITAINE

Procédure prévue à l'article R.2123-1 3°) du code de la commande publique

DISPOSITIONS PARTICULIERES

A - Identité des parties

Le présent marché est conclu entre :

France Travail établissement public administratif, représenté par son directeur régional, Monsieur Alain MAUNY, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité : France Travail, Direction régionale Nouvelle-Aquitaine, 87 rue Nuyens - TSA 90001 - 33056 BORDEAUX CEDEX

ci-après dénommé « France Travail » d'une part,

Et la personne morale : _ _ _ _ _

Indiquer la raison ou dénomination sociale, adresse du siège social ou siège, numéro de téléphone, courriel et forme juridique de la personne morale candidate.

Si différent, indiquer le nom, raison ou dénomination sociale, adresse, numéro de téléphone et courriel du service ou établissement chargé de l'exécution des prestations.

Représentée par : _ _ _ _ _

Indiquer les nom, prénom, qualité, numéro de téléphone et courriel du signataire ayant compétence à cet effet.

- ☐ agissant en qualité de candidat individuel
- ☐ agissant en qualité de mandataire du groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique conformément au document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le présent marché a été conclu

ci-après dénommé « le Titulaire » d'autre part.

B - Coordonnées bancaires ou postales

Les sommes dues au titre du marché sont libérées par virement sur le compte bancaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques et conformément aux dispositions de l'article VI.2.2 du Contrat, sur les comptes bancaires dont les relevés BIC IBAN sont joints. Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

Agrafer sur cette page le ou les relevés BIC IBAN.

C - Le cas échéant, groupement conjoint d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique sous une forme conjointe, les prestations sont réparties entre les membres du groupement comme indiqué ci-dessous :

Membres du groupement d'opérateurs économiques	Prestations exécutées ou lieux d'exécution des prestations

D - Le numéro d'enregistrement au titre de la formation professionnelle

La présente rubrique est à compléter uniquement dans le cas où, à la date de la remise de l'offre, le candidat individuel ou le membre d'un groupement momentané d'opérateurs économiques candidat (y compris le mandataire) est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R. 6351-6 du code du travail. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le cadre correspondant est à compléter autant que nécessaire.

- ☐ Candidat individuel enregistré sous le numéro : _____
auprès du préfet de région de : _____
Indiquer le numéro d'enregistrement de la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351- 1 du code du travail.
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement : _____
enregistré sous le numéro : _____
auprès du préfet de région de : _____
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement : _____
enregistré sous le numéro : _____
auprès du préfet de région de : _____
- ☐ Raison ou dénomination sociale du membre du groupement : _____
enregistré sous le numéro : _____
auprès du préfet de région de : _____

E - Notification du marché (rubrique réservée à France Travail)

Est remise au Titulaire, à titre de notification du marché, une copie du contrat par envoi via la plateforme de dématérialisation dont le Titulaire accuse réception.

SOMMAIRE

I - OBJET DU MARCHÉ.....	6
II - FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ.....	6
III - DUREE DU MARCHÉ.....	7
IV - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
V - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	8
V.1 - Prestation « Participation à la sélection des bénéficiaires »	8
V.2 - Prestation « Accompagnement des bénéficiaires »	9
V.2.1 - Placement en stage en entreprise.....	9
V.2.2 - Organisation logistique du séjour à l'étranger	11
V.2.3 - Préparation au départ.....	12
V.3 - Prestation « Suivi et évaluation des actions de mobilité »	13
VI - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	15
VI.1 - Actions de formation professionnelle, déclaration d'activité (article L. 6351-1 du code du travail) et certification qualité (article L.6316-1 du code du travail)	15
VI.2 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande	16
VI.3 - Personnels affectés à l'exécution des prestations	17
VI.4 - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations	18
VI.4.1 - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations	18
VI.4.2 - Obligations méthodologiques et de non-discrimination.....	18
VI.4.3 - Obligations déontologiques	18
VI.4.4 - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires	19
VI.4.5 - Respect des principes de la République	19
VI.5 - Clause de progrès en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre	19
VI.6 - Pénalités.....	20
VI.7 - Modalités de réception des prestations.....	21
VI.8 - Financement par des fonds européens	22
VI.9 - Suivi du marché.....	22
VI.9.1 - Réunion de lancement et référent opérationnel.....	22
VI.9.2 - Suivi et bilan du marché	22
VI.10 - Modification du marché	23
VI.10.1 - Modification par ordre de service	23
VI.10.2. - Modification par avenant.....	23
VII - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	24
VII.1 - Précisions liminaires d'ordre fiscal.....	24
VII.2 - Type et forme des prix	24
VII.3 - Modalités de paiement.....	26
VII.4 - Révision du prix	28
VII.5 - Modalités de facturation.....	28
VIII - DISPOSITIONS DIVERSES.....	30

VIII.1 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique	30
VIII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance.....	31
VIII.3 – Assurances.....	32
VIII.4 - Propriété intellectuelle.....	32
VIII.5 - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail	32
VIII.5.1 - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement.....	32
VIII.5.2 - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité	33
VIII.5.3 - Information des personnes concernées	34
VIII.5.4 - Violation de données personnelles	35
VIII.5.5 - Sort des données.....	35
VIII.6 - Autres traitements de données personnelles.....	35
VIII.7 - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics.....	36
VIII.7.1 - Lutte contre le travail illégal	36
VIII.7.2 - Exclusion des marchés publics	37
IX – RESILIATION	37
IX.1 - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire	37
IX.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général	39
X- LITIGES.....	39

DISPOSITIONS GENERALES

PREAMBULE

En application de la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail le 1er janvier 2024. Cette transformation, qui n'emporte pas la création d'une nouvelle personne morale, consiste en un changement de dénomination et un élargissement des missions de l'établissement au sein du réseau pour l'emploi mentionné à l'article L.5311-7 du code du travail.

En tant qu'opérateur, France Travail a pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel et de veiller à la continuité de leur parcours d'insertion sociale et professionnelle. Il prescrit toutes les actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle. France Travail aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements, prospecte le marché du travail et a également pour mission de développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

France Travail assure également un certain nombre de missions pour le compte du réseau pour l'emploi.

France Travail est composé de 18 directions régionales.

I - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet l'achat par France Travail de prestations de services ayant pour objet la mise en œuvre du programme ERASMUS+, dans un pays émergeant au programme européen ERASMUS+, pour le compte de France Travail au bénéfice des demandeurs d'emploi de la région-Nouvelle-Aquitaine.

Le placement en stage à l'étranger vise exclusivement à favoriser le retour à l'emploi et/ou à développer l'employabilité des bénéficiaires de ce programme. La formation linguistique ne saurait être à elle seule la finalité du montage de ces actions.

II - FORME ET QUANTITES DU MARCHÉ

Le marché prend la forme d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il est conclu avec un unique Titulaire et avec un maximum en quantité, défini en nombre de bénéficiaires susceptibles d'être pris en charge au titre du marché.

Pour la durée totale du marché, périodes de reconduction incluses le cas échéant, le seuil maximum s'établit à 370 bénéficiaires. Le Titulaire est engagé à concurrence de ce maximum.

III - DUREE DU MARCHÉ

Sous réserve des dispositions de l'article IX, le marché est conclu à compter de sa date de prise d'effet pour une période ferme de 1 an. Le marché est ensuite tacitement reconductible pour trois périodes d'un an calendaire chacune. La date de prise d'effet du marché est fixée au 1er janvier 2026.

Aux fins de dénonciation, France Travail se prononce au moins deux mois calendaires avant l'échéance de la période en cours du marché public en notifiant par écrit au Titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché. Faute de décision notifiée dans ce délai, France Travail est considéré comme ayant décidé la reconduction du marché public.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché public ; il ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché.

Le marché couvrira la fin du programme 2024-2026 et le programme 2025-2027, puis le cas échéant les programmes suivants selon les évolutions du programme européen et les éventuelles reconductions du marché.

L'annexe 3 du présent Contrat indique les deux programmes européens applicables à la première année d'exécution du présent marché, soit la fin du programme 2024/2026 et le programme 2025/2027 et précise les conditions d'exécution décrites au présent Contrat.

En cours de marché et selon les éventuels changements pouvant intervenir dans les programmes européens à venir, l'annexe 3 est susceptible d'être mise à jour dans les conditions prévues à l'article VI.10 – Modification du marché.

IV - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché se constitue des pièces suivantes, énumérées par ordre décroissant de priorité et dont l'exemplaire conservé par France Travail fait seul foi en cas de contestation :

- le présent Contrat et ses annexes soit :
 - o annexe 1 Fiche de prescription ;
 - o annexe 2 Devis ;
 - o annexe 3 Conditions de réalisation du marché ;
 - o annexe 4 Obligation en matière de protection des données et de sécurité ;
- le Bordereau de prix du Titulaire ;

- l'offre technique du Titulaire figurant au Cadre de réponse ;
- la ou les demande(s) d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les ordres de service le cas échéant notifiés en cours d'exécution du marché en sont également des pièces constitutives.

V - DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations sont réalisées par le Titulaire selon la méthodologie décrite dans son cadre de réponse et respectent les attendus de France Travail décrits ci-après aux articles V.1, V.2 et V.3 du présent Contrat et précisés en annexe 3 pour chaque programme européen applicable au fur et à mesure de l'actualisation de cette annexe dans les conditions évoquées à l'article VI.10 – Modification du marché.

V.1 - Prestation « Participation à la sélection des bénéficiaires »

Les conseillers France Travail identifient les bénéficiaires potentiels du programme ERASMUS+ et valident la prescription de ce dispositif au regard de leur projet professionnel. Cette identification se fait tout au long du marché.

Les conseillers France Travail convoquent ces demandeurs d'emploi pour des informations collectives dans les sites de France Travail de la région Nouvelle-Aquitaine, ou orientent individuellement ces bénéficiaires potentiels vers le Titulaire du marché et le coordinateur régional France Travail en transmettant la fiche de prescription complétée selon le modèle figurant en annexe 1.

En lien avec le coordinateur régional France Travail, le Titulaire organise, sur la base de la fiche de prescription, la phase de pré-sélection des candidats :

- en organisant des réunions de pré-sélection dans les locaux de France Travail dès lors qu'au moins 10 candidats potentiels sont identifiés, dans le respect des consignes sanitaires ;
- ou en visio-conférence sur décision du coordinateur régional France Travail ou si le contexte sanitaire l'exige.

Au cours de ces réunions de pré-sélection, France Travail et le Titulaire consolident la prescription en s'assurant :

- de la motivation de chaque bénéficiaire et de sa bonne compréhension des objectifs et obligations inhérents au programme ;
- de la cohérence et de la faisabilité du placement en stage à l'étranger ;

- de son aisance linguistique.

Au terme de cette phase, des bénéficiaires potentiels sont présélectionnés. Pour chacun d'entre eux, le Titulaire s'assure de la faisabilité de son parcours.

Les demandeurs d'emploi non retenus en sont informés par le Titulaire par courrier électronique précisant les motifs, avec copie au coordinateur régional France Travail et au conseiller prescripteur.

Des préconisations sont faites par le coordinateur régional France Travail conjointement avec le Titulaire.

Les candidats non retenus peuvent recandidater à une session ultérieure.

A l'issue de cette phase, la mise en œuvre de l'action de mobilité est initiée par l'émission par France Travail d'un bon de commande conformément à l'article VI.2 du présent Contrat.

V.2 - Prestation « Accompagnement des bénéficiaires »

Les pays obligatoirement couverts par le Titulaire sont l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Tchéquie.

Les autres pays émergeant au programme européen ERASMUS+ peuvent faire l'objet d'une prescription de France Travail au regard de la validation du projet professionnel du bénéficiaire, sous condition de validation expresse du coordinateur régional France Travail et des possibilités du Titulaire.

A titre indicatif, la répartition par groupes de pays et par durée des commandes que France Travail a pour objectif d'émettre au titre du présent marché est annexée au Contrat (annexe 3) et est par conséquent susceptible d'être modifiée en cours de marché selon les modalités prévues l'article VI.10.

La liste complète des pays identifiés par groupes émergeant au programme européen ERASMUS+ est la suivante :

- Groupe 1 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Islande, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède.
- Groupe 2 : Chypre, Espagne, Estonie, Grèce, Lettonie, Malte, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie.
- Groupe 3 : Bulgarie, Croatie, Hongrie, Lituanie, Macédoine du Nord, Pologne, Roumanie, Serbie, Turquie.

V.2.1 - Placement en stage en entreprise

Cette prestation consiste à :

- rechercher des entreprises pour le placement en stage. Le contenu du stage doit correspondre au profil et au projet professionnel du demandeur d'emploi validé par France Travail. La durée du stage en entreprise peut être de 2 mois, 3 mois, 4 mois ou 6 mois. Exceptionnellement, en fin de programme européen ERASMUS+, le coordinateur régional France Travail peut étudier avec le Titulaire l'opportunité d'établir des parcours d'une durée de 5 mois ; le montant des frais de séjour sera calculé à partir du montant précisé en annexe 3 pour un séjour de 6 mois, et proratisé en fonction de la durée de séjour validée par le coordinateur régional France Travail. Quelle que soit la durée du stage, le Titulaire mettra en oeuvre tous les moyens nécessaires pour faire coïncider le plus possible la période de fin de stage et la période de fin d'hébergement, en prolongeant si nécessaire la durée du stage de quelques jours, et ce sans conséquence financière pour France Travail.
- aider le bénéficiaire à élaborer son CV sous format EUROPASS ou sous un format en usage dans le pays d'accueil.
- négocier avec l'entreprise d'accueil un programme individuel pour que chacun des participants puisse atteindre l'objectif de son stage à l'étranger ; le contenu de ce programme doit être clairement défini et connu des parties prenantes : le bénéficiaire, le conseiller France Travail prescripteur et le coordinateur régional France Travail.
- s'assurer qu'un tuteur est désigné en tant que responsable du bon déroulement du stage dans l'entreprise d'accueil.
- constituer pour chaque bénéficiaire une demande d'Aide Individuelle à la Formation (AIF). Le Titulaire remet à France Travail pour validation cette demande d'AIF, puis l'attestation d'entrée en stage (AES), selon les modalités et dans les délais définis par France Travail, précisés lors de la réunion de lancement du marché prévue ci-dessous à l'article VI.9.1 du présent Contrat.

Le Titulaire dispose d'un délai maximal de cinq semaines pour procéder à la recherche d'une entreprise d'accueil, à compter de la réception du bon de commande émis par France Travail. Si aucune possibilité de stage n'est trouvée dans le domaine prescrit, le Titulaire en informe le conseiller France Travail prescripteur de l'action et le coordinateur régional France Travail, dans un délai maximum d'un jour ouvrable à compter de ce constat, par courriel, en décrivant la nature des difficultés rencontrées. L'impossibilité pour le Titulaire de trouver une entreprise d'accueil dans le délai imparti rend la commande caduque.

V.2.2 - Organisation logistique du séjour à l'étranger

Cette prestation consiste à organiser l'acheminement aller-retour du domicile des bénéficiaires au lieu de séjour et son hébergement durant son séjour à l'étranger :

- Billetterie :

Chaque bénéficiaire doit être en possession d'un titre de transport aller-retour à destination du pays d'accueil.

Les villes de départ pour les transports aériens et ferroviaires sont situées en Nouvelle-Aquitaine et définies en fonction du lieu de résidence des bénéficiaires.

- Conditions de transport :

- Train 2ème classe, avion classe économique, ou tout autre moyen de transport en commun, avec proposition des meilleurs tarifs, tenant compte notamment des cartes de réduction détenues par les bénéficiaires au moment de la réservation.

L'utilisation d'un véhicule personnel n'est pas autorisée, sauf circonstances exceptionnelles justifiées et validées par le coordinateur régional France Travail.

- Le Titulaire étudie les combinaisons économiquement les plus avantageuses tout en garantissant la flexibilité des départs lorsque cela est possible.
- Ces conditions de transport devront satisfaire au mieux le principe d'écoresponsabilité, un des axes de base du programme pluriannuel dans lequel s'inscrit le dispositif Erasmus+.

- Conditions d'assurance :

Le Titulaire s'assure que toutes les dispositions ont été prises pour que chaque bénéficiaire soit couvert par une assurance responsabilité civile et bénéficie d'une garantie assistance/rapatriement. Le cas échéant, le Titulaire prend toute disposition pour mettre en place et financer ces garanties pendant le voyage du bénéficiaire et la période de placement en entreprise.

Chaque parcours ERASMUS+ faisant l'objet d'une aide individuelle à la formation conformément à l'article V.2.1 du présent Contrat, les cotisations de sécurité sociale et notamment d'accident du travail - maladie professionnelle sont versées par France Travail pour le bénéficiaire au titre de cette formation.

- Formalités sanitaires :

Le Titulaire s'assure que toutes les dispositions ont été prises pour que le dossier de chaque bénéficiaire soit conforme aux réglementations sanitaires du pays d'accueil.

- Hébergement :

Pour chaque bénéficiaire, le Titulaire :

- recherche et trouve un logement pour toute la durée du placement en stage ; l'hébergement peut se faire en formules de type hôtel, « appart hôtel », résidence universitaire, location, colocation ou famille d'accueil ; afin de garantir la sécurité physique et la santé des bénéficiaires, le Titulaire veille à ce que ce logement réponde aux caractéristiques suivantes :
 - être facilement accessible depuis le lieu de stage,
 - être décent, propre et salubre,
 - assurer un niveau de confort incluant un équipement en bon état et fonctionnel dont *a minima* literie, WC, chauffage, machine à laver et réfrigérateur ;
- organise l'accueil du bénéficiaire lors de son arrivée dans le pays où le placement en entreprise est effectué ainsi que son transfert de l'aéroport ou de la gare vers son lieu d'hébergement ;
- aide le bénéficiaire à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires ;
- prend toute disposition permettant de faciliter son intégration dans la vie locale. A cet égard, le Titulaire privilégie un hébergement évitant une concentration de bénéficiaires francophones.

Afin de réaliser cette prestation, le Titulaire sollicite de la part du bénéficiaire toutes les informations indispensables relatives à ses habitudes alimentaires et à ses contraintes médicales.

V.2.3 - Préparation au départ

Durant cette phase de préparation au départ, le Titulaire délivre à chaque bénéficiaire :

- une information complète sur les aspects administratifs du séjour, dont les dates de départ et les lieux de stage et d'hébergement ;

- un rappel des obligations incombant au bénéficiaire durant son séjour et à son retour :
 - o comportement ;
 - o justificatifs à produire pour France Travail ;
 - o documents réclamés par l'Agence ERASMUS+ France ;
 - o passation de 2 tests EU Academy, en amont et en aval du séjour ; de plus, le Titulaire incite chaque bénéficiaire à utiliser régulièrement la plateforme linguistique durant son séjour ;
- une sensibilisation à l'environnement socio-culturel du pays d'accueil ;
- un numéro d'assistance de type « hotline » et les coordonnées d'un contact disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept pour les cas d'urgence.

Pour chaque bénéficiaire en instance de départ, un niveau "conversationnel" de la langue du pays ciblé est recommandé. Le Titulaire demande au coordinateur régional France Travail l'octroi d'un accès à l'outil EU Academy délivré par la direction générale de France Travail, afin d'évaluer le niveau linguistique des candidats.

Pour cette phase de préparation au départ, sur demande du Titulaire auprès du coordinateur régional France Travail, France Travail peut mettre une salle de réunion à disposition du Titulaire dans les locaux de France Travail.

V.3 - Prestation « Suivi et évaluation des actions de mobilité »

Durant cette phase de suivi et d'évaluation des actions de mobilité, le Titulaire :

- informe le coordinateur régional France Travail de tout départ en stage et lui fournit les données nécessaires à l'alimentation du logiciel « Beneficiary Module » émanant de l'agence ERASMUS+ France, dans un délai de dix jours calendaires après le départ effectif de chaque bénéficiaire vers le pays d'accueil ;
- suit le stage en entreprise et garde un contact permanent avec le bénéficiaire et son tuteur ; effectue une évaluation continue du stage en entreprise et prend toutes mesures ou actions correctives nécessaires au bon déroulement du stage ;
- au fur et à mesure de chaque prescription, tient informés le conseiller prescripteur France Travail et le coordinateur régional France Travail :
 - ✓ du montage et du suivi de l'action de mobilité, incluant la demande de licence EU Academy ;

- ✓ de tout écart constaté entre le déroulement prévu du séjour et son déroulement réel ;
- ✓ de toute sollicitation effectuée par le bénéficiaire en cas de problème ;
- en cas de problème important rencontré par le bénéficiaire de nature à remettre en cause le bon déroulement du stage :
 - prend en charge la sollicitation et répond au bénéficiaire dans un délai de vingt-quatre heures. Il doit être en mesure d'intervenir voire de se rendre sur place dans un délai ne pouvant excéder quarante-huit heures afin de résoudre la situation ;
 - informe dans les vingt-quatre heures le coordinateur régional France Travail de cette sollicitation et de la réponse apportée ;
- s'engage à accompagner le bénéficiaire tout au long du séjour, notamment lorsque la situation sanitaire du pays d'accueil pourrait impacter son bon déroulement ;
- en cas d'accident du travail durant le placement en entreprise, informe par écrit le conseiller prescripteur France Travail et le coordinateur régional France Travail de la survenance et des circonstances de l'accident, dans un délai maximum de vingt-quatre heures ;
- transmet à France Travail sur demande du coordinateur régional France Travail tout élément de suivi du marché destiné à valoriser l'action ERASMUS + lors d'actions de communication interne ou externe ; par exemple identifier des parcours exemplaires et fournir des éléments d'illustration.
- prend contact avec chaque bénéficiaire à son retour en France pour rassembler dans les meilleurs délais les pièces nécessaires au paiement de la prestation ;
- établit et fournit les livrables suivants :
 - pour le bénéficiaire :
 - ✓ un certificat de stage indiquant la nature et la durée du placement ainsi que son évaluation par le tuteur ;
 - pour France Travail :
 - ✓ l'attestation de présence en entreprise de chaque bénéficiaire, spécifiant les dates de début et de fin de stage, signée par le tuteur en entreprise ;
 - ✓ les informations nécessaires à l'établissement des certificats Europass Mobilité délivrés par France Travail ;
 - ✓ les renseignements nécessaires au coordinateur régional France Travail pour compléter Beneficiary Module ; ces informations doivent être transmises au coordinateur régional France Travail dès que celles-ci sont disponibles ou au

plus tard dans un délai de dix jours calendaires à partir du retour en France du bénéficiaire ;

- ✓ un exemplaire du modèle de « Contrat financier » de l'agence ERASMUS+ France dûment complété et signé ;
- aide le bénéficiaire à mettre à jour son CV sous format EUROPASS ou sous un format en usage dans le pays d'accueil ;
- veille à ce que chaque bénéficiaire saisisse en ligne le bilan définitif de stage (questionnaire Union Européenne) à l'aide de Beneficiary Module, dans un délai de deux semaines à compter de la date de retour du candidat ;
- fournit à France Travail pour chaque programme un rapport intermédiaire et un rapport final :
 - quantifiant le nombre de demandeurs d'emploi pour lesquels une fiche de prescription a été émise, que la prescription ait abouti à une commande ou pas ;
 - synthétisant les données quantitatives et financières des bons de commande exécutés ;
 - décrivant qualitativement les difficultés et les points positifs des actions de mobilité réalisées.

Les dates de remise de ces rapports sont indiquées en annexe 3 du présent Contrat.

- participe aux réunions de lancement et de bilan du marché, ainsi qu'à toute réunion de suivi du marché organisée par France Travail.

VI - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

VI.1 - Actions de formation professionnelle, déclaration d'activité (article L. 6351-1 du code du travail) et certification qualité (article L.6316-1 du code du travail)

Les prestations objet du marché constituent des actions concourant au développement des compétences, au sens des articles L.6311-1 et L.6313-1 du code du travail. Le Titulaire se conforme en conséquence aux dispositions légales et réglementaires applicables aux actions de formation professionnelle, en particulier les dispositions du Livre III de la sixième Partie du code du travail.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de procéder à la déclaration d'activité prévue à l'article L.6351-1 du code du travail auprès du préfet de région territorialement compétent. Dans le cas où, à la date de remise du Dossier de réponse dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu, le Titulaire, un membre du groupement d'opérateurs économiques Titulaire ou un sous-traitant proposé pour l'exécution du marché,

est déjà en possession du numéro d'enregistrement prévu à l'article R.6351-6 du code du travail, ce numéro est reporté dans les dispositions particulières du Contrat s'agissant du Titulaire et de chaque membre concerné du groupement et à la Demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ce sous la forme : « enregistré sous le numéro XX auprès du préfet de région de (à compléter) ».

Le Titulaire est également tenu de disposer de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail.

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1, le Titulaire informe France Travail par tout moyen, du refus, de la caducité ou de l'annulation de l'enregistrement prévu à l'article L.6351-1 du code du travail ou de la suspension ou du retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail, dans un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date de la décision ou de sa notification.

Dans le cadre de l'AIF mise en place pour chaque bénéficiaire du programme ERASMUS+ objet du présent marché, le Titulaire doit référencer son offre de formation auprès de son CARIF OREF.

VI.2 - Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

Le marché s'exécute par passation de marchés subséquents sous forme de demandes de devis, puis par émission et transmission au Titulaire de bons de commande émis par France Travail en fonction de ses besoins, dans la limite du nombre maximum de bénéficiaires susceptibles d'être prises en charge pour la période d'exécution du marché, périodes de reconductions incluses le cas échéant.

France Travail se réserve le droit d'émettre des commandes à tout moment pendant la durée du marché. La durée d'exécution d'une commande est égale à la durée de la prestation commandée, telle que définie à l'article V du Contrat. Le Titulaire est tenu d'exécuter les commandes dont la durée d'exécution va au-delà de la durée du marché dès lors que celles-ci lui ont été notifiées avant l'expiration de cette dernière.

Comme décrit à l'article V.1, le Titulaire est sollicité par chaque conseiller prescripteur au moyen de la fiche de prescription qui lui est adressée par une voie électronique sécurisée.

Pour chaque bénéficiaire, après réception de la fiche de prescription émise par France Travail, et avant que le bénéficiaire se déplace dans le pays d'accueil, le Titulaire transmet à France Travail une proposition financière en préremplissant un devis établi selon le modèle joint en annexe 2 du Contrat. Le Titulaire transmet ce document par voie électronique sécurisée au coordinateur régional France Travail pour traitement.

Chaque devis accepté et dûment signé par France Travail fera l'objet d'un bon de commande transmis au Titulaire.

France Travail se réserve la possibilité de refuser un devis, notamment si celui-ci est manifestement surestimé.

VI.3 - Personnels affectés à l'exécution des prestations

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1, le Titulaire se conforme strictement à la législation et à la réglementation du travail applicable. Le personnel affecté à l'exécution des prestations demeure sous la responsabilité exclusive du Titulaire pendant toute la durée d'exécution du marché. Les intervenants affectés à l'exécution des prestations relèvent des effectifs du Titulaire ou de ses éventuels sous-traitants déclarés et dont les conditions de paiement ont été agréées par France Travail.

Le Titulaire est informé que les professionnels externes qui, le cas échéant, interviennent de façon ponctuelle, sont sous sa responsabilité exclusive. Leur intervention ne donne lieu à aucun surcoût pour France Travail. Le Titulaire se porte garant du respect par ces professionnels de l'ensemble des obligations du marché.

Le Titulaire assume en toute hypothèse l'entière responsabilité du nombre et de la désignation des personnels affectés à l'exécution du marché. Il garantit que ceux-ci disposent des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du marché et s'engagent sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations objet du présent marché.

À tout moment pendant l'exécution du marché, France Travail se réserve la faculté de solliciter par courriel avec accusé de réception, dûment motivé par des raisons professionnelles ou déontologiques, le remplacement de l'un des personnels affectés à l'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à lui proposer, dans un délai maximum de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de la demande, un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes ; à cet effet, il transmet à France Travail le *curriculum vitae* du remplaçant proposé.

Les dispositions du présent alinéa sont également applicables dans le cas où le remplacement intervient à l'initiative du Titulaire, pour quelle cause que ce soit, notamment la démission, le licenciement, le décès ou l'absence de longue durée (maladie ou accident) de la personne en cause ; dans ce cas, le délai précité de quinze jours calendaires court à compter de la date à laquelle le Titulaire a connaissance de la nécessité du remplacement.

En toute hypothèse, le silence gardé par France Travail dans un délai de sept jours calendaires à compter de la date de réception par ses soins du *curriculum vitae* correspondant vaut acceptation du remplaçant ou nouvelle personne proposée. En cas de refus porté à la

connaissance du Titulaire dans ce même délai, le Titulaire est tenu de proposer un nouveau remplaçant dans les conditions prévues au présent article.

Le Titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations objet du présent marché ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le Titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus de France Travail.

VI.4 - Obligations du Titulaire relatives aux bénéficiaires des prestations

VI.4.1 - Obligation de gratuité à l'égard des bénéficiaires des prestations

A peine de résiliation du marché sans mise en demeure préalable et à ses torts exclusifs dans les conditions fixées à l'article IX.1 du présent Contrat, le Titulaire s'engage à ne réclamer aux bénéficiaires des prestations objet du présent marché aucune contribution en argent ou en nature à quelque titre que ce soit à l'occasion de l'exécution du marché, y compris la mise à disposition de moyens matériels. A ce titre, le Titulaire ne peut exiger des bénéficiaires le versement d'une caution ou dépôt de garantie à quelque titre que ce soit.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations de gratuité et se porte fort de leur respect par son personnel.

VI.4.2 - Obligations méthodologiques et de non-discrimination

Au titre du marché, le Titulaire s'engage à :

- prendre toute mesure pour respecter et faire respecter par son personnel les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail en matière de non-discrimination ;
- utiliser une méthodologie en lien direct avec la finalité des prestations objet du présent marché ;
- informer les bénéficiaires des objectifs, modalités de mise en œuvre et de suivi du dispositif ERASMUS+, ainsi que des modalités d'appréciation de ses résultats ;
- informer les bénéficiaires de la transmission à France Travail des éléments nécessaires au suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché tels que mentionnés au présent Contrat.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations et se porte fort de leur respect par son personnel.

VI.4.3 - Obligations déontologiques

Le Titulaire garantit France Travail contre une utilisation détournée des prestations objet du présent marché conduisant à orienter les bénéficiaires vers des services payants ou une quelconque acquisition. Dans le cas où, dans le cadre de l'exécution de la prestation, un service payant ou une quelconque acquisition apparaissent nécessaires, le bénéficiaire est clairement informé des conditions financières afférentes et le Titulaire s'engage à ne pas se placer en situation de conflit d'intérêts. Le Titulaire garantit notamment France Travail que les recommandations formulées par les intervenants au cours ou à l'issue de la prestation sont faites en toute indépendance et n'ont pas pour effet de prédéterminer, directement ou indirectement, la structure délivrant la prestation.

Le Titulaire s'engage à informer son personnel de l'existence et de l'importance de ces obligations déontologiques et se porte fort de leur respect par son personnel.

VI.4.4 - Obligations en matière de protection sociale des bénéficiaires

En application des articles L.412-8 11° du code de la sécurité sociale, les bénéficiaires de la prestation sont couverts au titre du risque accident du travail et maladie professionnelle pour les accidents survenant du fait ou à l'occasion de celles-ci. Conformément aux dispositions de l'article D.412-94 du code de la sécurité sociale, le Titulaire informe France Travail, qui effectue les déclarations nécessaires, de la survenance et des circonstances d'un accident survenant à l'occasion de l'exécution d'une prestation, dans un délai maximum de 24 heures à compter de la survenance de l'accident

VI.4.5 - Respect des principes de la République

Le Titulaire s'engage à respecter et faire respecter par son personnel les principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public. Il prend toute mesure à cet effet et veille en particulier à ce que son personnel s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses, traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

VI.5 - Clause de progrès en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Une démarche d'amélioration continue du bilan carbone des prestations du présent marché est mise en place. Elle porte sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre de la prestation et la réduction de l'empreinte carbone de la prestation.

Pour ce faire, au plus tard avant la fin du quatorzième mois suivant la notification du marché, le Titulaire adresse au correspondant achat un bilan des émissions de gaz à effet de serre des prestations objets du marché réalisé selon la méthode issue de la norme ISO 14064, ou équivalent, a minima sur les scopes 1 et 2. Ce bilan doit être réalisé de manière précise, le cas échéant via un accompagnement ad hoc, et sans utiliser un outil générique en ligne. Au

regard de ce bilan, et dans le même délai, le Titulaire définit et communique un objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations du marché.

Dans un délai de trois mois à compter de la réception du bilan et de l'objectif précités, le Titulaire propose, en cohérence avec cet objectif, un plan de réduction des émissions à mettre en œuvre. Ce plan peut faire l'objet d'un échange avec le correspondant achats dans le mois suivant sa réception. Passé ce délai, le plan de réduction est mis en œuvre par le Titulaire. Il ne change pas la nature du contrat et ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

Les éléments, le cas échéant, remis par le Titulaire lors de la procédure de passation satisfont à ces obligations dès lors qu'ils se rapportent effectivement aux prestations du marché.

Passée la première année d'exécution, le Titulaire justifie auprès du correspondant achats, au plus tard à la date anniversaire de prise d'effet du marché, de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de réduction ainsi que de leurs résultats.

En cas de retard dans la transmission des éléments attendus ou de production d'éléments incomplets (bilan n'intégrant pas l'ensemble des prestations du marché, absence de mise en œuvre du plan de réduction, etc...), le Titulaire encourt l'application des pénalités prévues à l'article VI.6 du contrat.

VI.6 - Pénalités

Sans préjudice des dispositions de l'article IX.1 du présent Contrat, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable, redevable :

- en cas de non-réponse à la sollicitation d'un stagiaire en cas de problème dans les conditions définies à l'article V.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 300 euros par constat effectué ;
- en cas de non-respect des conditions de logement énoncées à l'article V.2, d'une pénalité de 150 euros par constat effectué ;
- en cas de non-fourniture à France Travail des données relatives aux certificats Europass Mobilité, ou relatives à Beneficiary Module ou du modèle de « Contrat financier » de l'agence ERASMUS+ France dans les conditions définies à l'article V.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard ;
- en cas de non remise à France Travail du rapport final mentionné à l'article V.3 du présent Contrat, d'une pénalité de 50 euros par jour à compter du premier jour calendaire de retard.

- en cas de retard dans la transmission d'un élément exigé en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre en application de l'article VI.5, une pénalité de 20 € par jour ouvré de retard ;
- en cas de non-respect de l'obligation d'informer France Travail de tout contentieux entre le Titulaire et l'administration fiscale mettant en cause le régime fiscal des prestations conformément à l'article VII.1, une pénalité de 5 000 € par contentieux.

Les pénalités sont réglées par le Titulaire dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de France Travail. A défaut, les pénalités réclamées sont payées à France Travail par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'au complet paiement de la pénalité.

En cas de groupement d'opérateurs économiques (ou de sous-traitance), seul le mandataire (ou le Titulaire en cas de sous-traitance) est redevable vis-à-vis de France Travail du paiement des pénalités.

Lorsque le montant des pénalités dépasse 20 000 €, France Travail se réserve le droit de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article IX.

L'application des pénalités ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Sous cette réserve, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

VI.7 - Modalités de réception des prestations

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations réalisées en exécution du présent marché aux spécifications du présent Contrat. France Travail se réserve la possibilité de contrôler cette conformité ou de la faire contrôler par un tiers mandaté à cet effet.

France Travail prononce la réception des prestations qui répondent en tout point aux stipulations du marché.

Le cas échéant, la réception peut être assortie de réserves. Dans ce cas, France Travail notifie au Titulaire, dans un délai de 30 jours, ses réserves et le délai imparti pour y remédier. A l'issue de ce délai, soit les réserves sont levées et France Travail prononce la réception des prestations, soit les réserves sont maintenues en tout ou partie. Dès lors, si France Travail constate que les prestations peuvent néanmoins être utilisées en l'état, il prononce une réception avec réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des défauts d'exécution constatés et en informe alors le Titulaire. Le montant de la réfaction est fixé forfaitairement à 30% du prix versé par France Travail au titre des frais de gestion, à savoir, le montant du forfait défini à l'article VII.2 du présent Contrat et le prix unitaire figurant au Bordereau de prix.

Cependant, si France Travail n'est pas en mesure de prononcer la réception des prestations (même avec réfaction), il en prononce alors le rejet et en informe le Titulaire. Du fait de ce rejet, France Travail est en droit de refuser la partie des demandes de règlement correspondant aux prestations concernées.

VI.8 - Financement par des fonds européens

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les prestations objet du marché bénéficient d'un financement par l'Union Européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Ce programme s'inscrit dans la stratégie Europe 2020 en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport en Europe.

Tout document établi par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du marché, renseigné par le bénéficiaire ou servant de support à l'exécution des prestations objet du présent marché auprès des bénéficiaires, devra porter le logo défini par la Commission Européenne pour le programme ERASMUS+ et respecter les normes graphiques en vigueur (https://www.erasmusplus.fr/penelope/pages/18/identite_visuelle).

Le Titulaire est en outre tenu de fournir à France Travail toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat. Il tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou communautaire habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations objet du marché, ce jusqu'à la date de fin de marché. Durant cette période, le Titulaire se soumet à tout contrôle sur pièces ou sur place effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.

VI.9 - Suivi du marché

VI.9.1 - Réunion de lancement et référent opérationnel

Dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché, une réunion de lancement à laquelle participe le Titulaire est organisée par la direction régionale de France Travail Nouvelle-Aquitaine.

Dans ce même délai, le Titulaire désigne un référent opérationnel concernant le suivi de l'exécution des prestations. Il est l'interlocuteur du coordinateur régional, rattaché à la Direction de la Stratégie et des Relations Extérieures, désigné par France Travail.

En cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance, un référent opérationnel est également désigné par chaque membre du groupement ou sous-traitant.

VI.9.2 - Suivi et bilan du marché

En cours de marché, des réunions de suivi des conditions d'exécution du marché peuvent être organisées, soit à la demande de France Travail, soit à la demande du Titulaire. Ces réunions permettent le suivi du marché sur le plan quantitatif, qualitatif, administratif et financier.

Une réunion de bilan est organisée par France Travail à la fin du marché en présence du Titulaire.

Ces réunions peuvent avoir lieu dans les locaux de France Travail de la région Nouvelle-Aquitaine ou en distanciel. Les invitations aux réunions sont envoyées par France Travail par courriel et précisent la date, l'heure et le lieu de la réunion.

Chaque réunion donne lieu à un relevé de décision, rédigé alternativement par France Travail et par le Titulaire.

VI.10 - Modification du marché

VI.10.1 - Modification par ordre de service

Le marché ayant pour objet l'exécution de plusieurs programmes européens successifs dont le contenu précis peut varier d'une année sur l'autre, l'annexe 3 relative aux modalités d'exécution du programme Erasmus + sera mise à jour au cours de l'exécution du marché autant que nécessaire.

Cette modification de l'annexe 3 s'opérera par notification au Titulaire d'un ordre de service modifiant le programme européen applicable et les conditions d'exécution en découlant.

Quelles que soient les évolutions que le changement de programme européen apporterait aux conditions d'exécution indiquées à l'annexe 3, celles-ci sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés dans le cadre de l'exécution du marché. Ceux-ci sont exécutoires sans autre formalité dès leur notification et ne sauraient donner lieu à une modification du ou des prix.

VI.10.2 - Modification par avenant

À tout moment pendant la durée du marché, un réexamen des dispositions du marché peut être engagé à l'initiative de France Travail. Ce réexamen est susceptible de porter sur des éléments pouvant être modifiés, avec ou sans impact financier.

France Travail informe par courriel le Titulaire de sa volonté de procéder au réexamen d'un ou plusieurs éléments, en détaillant les modifications envisagées et les délais de mise en

œuvre. Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour faire connaître à France Travail sa décision, ses éventuelles observations, ainsi que, le cas échéant, l'impact financier des modifications.

Le réexamen donne lieu à l'établissement d'un avenant.

VII - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

VII.1 - Précisions liminaires d'ordre fiscal

Les prestations sont susceptibles d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts si le Titulaire remplit les conditions définies aux articles 202 A et 202 B de l'annexe II du même code.

Le Titulaire est informé que, dès lors qu'elles exécutent des prestations dans le cadre d'un marché, les personnes morales de droit public et les associations sont réputées le faire aux mêmes conditions que les entreprises commerciales. Elles sont en conséquence exclues du bénéfice des articles 256B et 261.7 du code général des impôts et ne peuvent se prévaloir d'un non-assujettissement à la TVA du fait de leur statut juridique.

En cas de contentieux entre le Titulaire et l'administration fiscale mettant en cause le régime fiscal des prestations, en particulier la possibilité d'une exonération de TVA sur le fondement de l'article 261.4.4^a) du code général des impôts, le Titulaire s'engage à en informer sans délai France Travail afin que, le cas échéant, celui-ci puisse intervenir volontairement à l'instance ou être mis dans la cause par la juridiction saisie et faire valoir en tant que de besoin ses observations écrites et/ou orales. Le non-respect de cette obligation est sanctionné d'une pénalité de 5 000 € conformément aux dispositions de l'article VI.6. Elle est due y compris si France Travail a connaissance de l'instance ou de la décision rendue postérieurement à l'échéance du marché.

VII.2 - Type et forme des prix

Le montant versé par France Travail au Titulaire pour chaque bénéficiaire des prestations objet du présent marché, concerne trois types de dépenses et relève de deux sources de financement :

- Typologie de dépense :
 - Frais de gestion
 - Frais de voyage
 - Frais de séjour
- Source de financement :

- Bourse de mobilité européenne.
- Complément de financement France Travail. Pour chaque parcours individuel, en complément du montant de la bourse de mobilité européenne, France Travail finance un supplément. A cet effet, une AIF (aide individuelle à la formation) est contractualisée entre le Titulaire, France Travail et le bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article V.2.1 du présent Contrat.

Le marché est conclu au prix unitaire par bénéficiaire mentionné au Bordereau de prix. Il constitue la proposition financière du candidat au titre des frais de gestion. Ces frais de gestion correspondent aux frais engagés par le Titulaire pour l'organisation et la gestion des prestations. Pour ces frais de gestion, France Travail verse au Titulaire, au titre du présent marché le montant fixé au Bordereau de prix. Ce montant est constitué :

- d'un forfait au titre de la bourse européenne de mobilité (poste 1 du tableau ci-dessous), dont le montant est fixé à l'annexe 3 du présent Contrat.
- et un complément de financement France Travail (poste 4 du tableau ci-dessous).

Ce prix est réputé complet et comprend notamment : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ; tous les frais exposés pour l'exécution des prestations, y compris les éventuels frais de déplacement des personnels du Titulaire, d'acquisition de matériels et documentation, de transport, la totalité des frais de gestion, y compris les frais de représentation et de coordination en cas de groupement d'opérateurs économiques.

Dans le cas où le Titulaire ne bénéficie pas de l'exonération de TVA prévue à l'article 261.4.4° a) du code général des impôts, ce prix inclut la TVA applicable. La TVA est appliquée au taux légal au jour du fait générateur.

Pour les frais de voyage et les frais de séjour engagés pour chaque bénéficiaire pour son transport vers et depuis le pays d'accueil ainsi que pour ses déplacements et son hébergement durant le stage en entreprise, France Travail verse au Titulaire :

- au titre de la bourse de mobilité européenne, un montant équivalent aux frais réellement engagés (postes 2 et 3 du tableau ci-dessous), conformément aux règles de financement définies par l'Agence Erasmus + France / Education Formation, et dans la limite des plafonds détaillés en annexe 3 ; le plafond des frais de séjour varie selon la durée et le pays de placement des bénéficiaires ; les frais de repas ne sont pas pris en charge, ni au titre des frais de voyage, ni au titre des frais de séjour. Les financements au titre de la bourse de mobilité européenne relatifs au poste des frais de voyage et des frais de séjour sont fongibles entre eux.

Cette fongibilité est limitée à un montant maximum de 20% du poste ainsi diminué.

- et, si les frais réellement engagés sont supérieurs à ces plafonds définis au titre de la bourse de mobilité européenne, un complément de financement France Travail (postes 5 et 6 du tableau ci-dessous) limité à 20% du plafond des postes 2 et 3. Les compléments de financement France Travail au titre des postes frais de voyage et frais de séjour sont fongibles entre eux.

Il est rappelé au Titulaire que conformément à l'article V.2.2 du présent Contrat, il doit retenir pour les frais de voyage et de séjour les meilleurs tarifs et étudier les combinaisons économiquement les plus avantageuses.

❖ **Détail du montant versé par France Travail au Titulaire pour chaque bénéficiaire des prestations objet du présent marché :**

Typologie de dépense :	Part versée au titre de la bourse mobilité européenne :	Complément de financement versé par France Travail (AIF) :
Frais de gestion :	1) Forfait précisé en annexe 3	4) Complément calculé dans la limite du montant global mentionné au Bordereau de prix
Frais de voyage :	2) Coût réel plafonné au montant précisé en annexe 3	5) Coût réel plafonné au montant précisé en annexe 3
Frais de séjour :	3) Coût réel plafonné au montant précisé en annexe 3	6) Coût réel plafonné au montant précisé en annexe 3

Pour chaque bénéficiaire, le prix global versé par France Travail au Titulaire, au titre du présent marché, correspond à la somme des six éléments constitutifs du prix identifiés ci-dessus et numérotés de 1 à 6.

Le montant des postes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 est susceptible d'évoluer au cours du marché dans les conditions prévues à l'article VI.10– Modification du marché.

VII.3 - Modalités de paiement

- **Paiement partiel de la « bourse mobilité européenne »**

Après validation du devis et émission du bon de commande par France Travail, France Travail verse au Titulaire un acompte à hauteur de :

- 70 % du forfait gestion Bourse mobilité (poste n°1 du tableau figurant à l'article VII.2 du présent Contrat) ;
- 70 % du plafond des frais de transport et de séjour financés par la Bourse mobilité européenne (postes n° 2 et 3 du tableau de l'article VII.2 du présent Contrat).

- **Paiement du solde de la « bourse mobilité européenne »**

Le solde de la Bourse mobilité européenne (postes n°1, 2 et 3 du tableau de l'article VII.2 du présent Contrat) est réglé à terme échu, de chaque parcours individuel ERASMUS+, sur production :

- des justificatifs des frais de voyage et de séjour originaux : billets de train et/ou d'avion, carte(s) d'embarquement, facture(s) d'hébergement, autres frais de transport en commun éventuels, etc... ;
- de l'attestation de présence en entreprise définie à l'article V.3 du présent Contrat.

Si le montant des frais réels de voyage et de séjour est inférieur aux paiements partiels versés, le Titulaire émet un avoir pour le montant du trop-versé.

- **Paiement du complément de financement France Travail**

Le complément de financement France Travail (postes n°4, 5 et 6 du tableau de l'article VII.2 du présent Contrat) est réglé à terme échu, de chaque parcours individuel ERASMUS+, sur production :

- des justificatifs des frais de voyage et de séjour : billets de train et/ou d'avion, carte(s) d'embarquement, facture(s) d'hébergement, autres frais de transport en commun éventuels, etc... ;
- de l'attestation de présence en entreprise définie à l'article V.3 du présent Contrat ;

- **Récapitulatif des modalités de paiement de chaque parcours individuel**

	Part versée au titre de la bourse mobilité européenne :	Complément de financement versé par France Travail :
Paiement partiel : <i>versé sur facture après acceptation par France Travail du devis individuel et émission du bon de commande</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 70% du forfait frais de gestion. • 70 % du plafond des frais de voyage et du plafond des frais de séjour. 	Pas de paiement partiel.
Solde : <i>versé à l'issue de chaque parcours individuel, sur factures et présentation des justificatifs</i>	<ul style="list-style-type: none"> • 30 % du forfait frais de gestion. • Solde des frais de voyage et solde des frais de séjour, calculés en fonction du coût réel et limités aux plafonds définis. 	<ul style="list-style-type: none"> • 100 % du complément de financement France Travail pour frais de gestion. • 100 % des éventuels compléments de frais de voyage et séjour, calculés en fonction du coût réel et limités aux plafonds définis par France Travail.

- **Modalités de paiement en cas d'abandon**

En cas d'abandon du bénéficiaire en cours de parcours ERASMUS+, les frais de voyage et de séjour sont payés aux frais réels et les frais de gestion sont payés selon les modalités suivantes :

- ✓ à hauteur de 50% si l'abandon se produit avant le début du stage en entreprise ;
- ✓ à hauteur de 100% si l'abandon se produit durant le stage en entreprise.

VII.4 - Révision du prix

Le prix défini au Bordereau de prix est ferme pendant la première période contractuelle d'exécution du marché. En cas de reconduction du marché, il est révisé au premier jour de chaque période contractuelle suivante d'exécution du marché par l'application de la formule $P = P_o \times (0,3 + 0,7 \times S1/S_o)$, dans laquelle :

P = prix révisé ;

P_o = prix indiqué au Bordereau des prix ;

S1 = dernier indice SYNTEC REVISE connu le mois qui précède la date de révision, publié par la Fédération Syntec ;

S_o = indice SYNTEC REVISE du mois de la publication de la procédure de mise en concurrence, publié par la Fédération Syntec.

Le prix révisé s'applique aux commandes émises à compter de la date de révision du prix.

VII.5 - Modalités de facturation

Au début de chaque parcours individuel ERASMUS+ et pour chaque bénéficiaire, le Titulaire établit une facture relative à l'acompte mentionné à l'article VII.3- Modalités de paiement.

A l'issue de chaque parcours individuel ERASMUS+ et pour chaque bénéficiaire, le Titulaire établit deux factures distinctes :

- une facture relative au solde de la Bourse mobilité européenne pour les frais de gestion, de voyage et de séjour, soit les postes n°1, 2 et 3 du tableau de l'article VII.2 du présent Contrat ;
- une facture relative au complément de financement France Travail des frais de gestion, de voyage et de séjour, soit les postes n°4, 5 et 6 du tableau de l'article VII.2 du présent Contrat, qui sera réglée au titre de l'AIF.

Une même facture ne peut faire référence à plusieurs parcours individuels ERASMUS+.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures sont adressées *via* la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017

gratuitement mise à leur disposition. La transmission d'une facture par une autre voie n'est pas prise en compte.

Les factures sont libellées à l'ordre de France Travail. Elles portent *a minima* les mentions suivantes :

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du membre du groupement ayant exécuté la prestation ;
- son numéro SIRET et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- la date d'établissement et le numéro de la demande de paiement ;
- la date et le N° d'engagement CPP c'est-à-dire le numéro de la commande SAP ;
- la mention du programme de rattachement « ERASMUS+ » ;
- le nom, le prénom et l'identifiant du bénéficiaire ;
- le détail par nature de dépense « frais de gestion », « frais de voyage » et « frais de séjour » et par nature du financement « Bourse de mobilité européenne » ou « Complément de financement France Travail (AIF) » ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- les coordonnées du compte sur lequel les sommes sont à verser ;
- le numéro de SIRET de la Direction régionale de France Travail : 13000548119424.

Dans tous les cas, le montant à régler au Titulaire est arrêté par France Travail en tenant compte notamment des pénalités, rejets et réfections imposées.

Les factures sont réglées dans un délai maximum de trente jours à compter de la date de réception de la facture à la condition que les pièces justificatives du paiement du prix aient été préalablement adressées à France Travail. Dans le cas contraire, le délai de 30 jours court à compter de la réception du dernier document. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les factures sont émises, au choix du Titulaire indiqué à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat, par le mandataire du groupement ou, chacun en ce qui le concerne, par les membres du groupement. Dans le second cas, les factures sont obligatoirement transmises à France Travail par le mandataire du groupement qui atteste de la conformité des dites factures aux stipulations du marché. Dans tous les cas, les sommes

dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à la rubrique C des dispositions particulières du présent Contrat.

En cas de changement de coordonnées bancaires ou postales, le Titulaire en informe France Travail par courrier recommandé avec accusé de réception auquel est joint le relevé BIC IBAN du nouveau compte.

Le Titulaire s'engage à ne pas refacturer auprès d'un tiers les prestations commandées et payées par France Travail.

VIII - DISPOSITIONS DIVERSES

VIII.1 - Dispositions applicables aux groupements momentanés d'opérateurs économiques constitués en application articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique

Dans le cas où le Titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, il prend la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint selon la mention portée dans le Document de candidature remis dans le cadre de la consultation à l'issue de laquelle le marché a été conclu. Dans le cas où le groupement prend la forme d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de l'ensemble des autres membres du groupement dans leurs obligations contractuelles à l'égard de France Travail ; la répartition des prestations entre les membres du groupement est précisée à la rubrique C des Dispositions particulières du Contrat.

Le mandataire du groupement, désigné à la rubrique A des Dispositions particulières du Contrat, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de France Travail et coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution du marché. Le mandataire du groupement est l'interlocuteur exclusif de France Travail pour l'exécution du marché; toute communication ou notification au titre du marché est le fait de France Travail au mandataire du groupement qui fait son affaire de l'information des autres membres du groupement ou du mandataire du groupement à France Travail.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le membre du groupement mentionné en premier dans la liste des membres du groupement figurant au Document de candidature du groupement Titulaire assume les fonctions de mandataire du groupement.

A première demande de France Travail, le mandataire du groupement transmet une copie de la convention de groupement conclue entre les membres du groupement et de ses éventuels avenants. En aucun cas cette convention n'est opposable à France Travail ; elle ne constitue pas une pièce du marché.

VIII.2 - Dispositions applicables en cas de sous-traitance

Le Titulaire se conforme strictement aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-9 et R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché, le Titulaire transmet à France Travail, par tout moyen permettant de conférer une date certaine, une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, le montant maximum à lui payer directement, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement et modalités de révision des prix prévues par le projet de Contrat de sous-traitance.

Sont jointes à la demande, datées et signées par un représentant du sous-traitant ayant compétence à cet effet, une déclaration sur l'honneur certifiant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-10 du code de la commande publique, ainsi qu'une déclaration relative à sa capacité économique et financière, technique et professionnelle à exécuter les prestations sous-traitées ⁽¹⁾.

Le Titulaire du marché reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du Contrat.

Le silence gardé par France Travail pendant 21 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter des prestations avant son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par France Travail.

Le Titulaire transmet à France Travail une copie du contrat de sous-traitance et de ses éventuels avenants, en application de l'article 1^{er}-II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. En aucun cas le contrat de sous-traitance n'est opposable à France Travail. Il ne constitue pas une pièce du marché.

⁽¹⁾ Cette déclaration concerne : le chiffre d'affaires annuel global réalisé par le sous-traitant sur chacun des trois derniers exercices disponibles (dans le cas où le sous-traitant est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, en particulier lorsqu'il est de création récente, il rapporte la preuve de cette incapacité et communique en lieu et place tout document de nature à attester de sa capacité économique et financière à exécuter les prestations, par exemple la preuve d'une assurance pour les risques professionnels) ; les effectifs, au sens de l'article L. 1111-2 du code du travail, moyens annuels pour chacune des trois dernières années ; les principales prestations exécutées au cours des trois dernières années, privilégiant les prestations similaires à celles objet du marché et détaillant le montant, la date et le destinataire public ou privé (sauf pour les prestations dont France Travail a été destinataire et pour lesquelles une déclaration est suffisante, ces références ne font l'objet d'une déclaration du sous-traitant qu'à défaut d'être prouvées par des attestations des opérateurs économiques destinataires, dûment datées et signées et comportant l'ensemble des éléments ci-dessus décrits).

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché. En cours d'exécution du marché, le Titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

VIII.3 - Assurances

Le Titulaire déclare souscrire un Contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché. Il déclare également souscrire un Contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Le Titulaire déclare que les garanties dont il bénéficie à ces titres sont suffisantes au regard de l'objet du marché. Sans préjudice des documents remis à la réunion de lancement, à première demande de France Travail ou à tout moment en cours d'exécution du marché public, le Titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties.

VIII.4 - Propriété intellectuelle

Le Titulaire garantit France Travail de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, le Titulaire prend les mesures propres à faire cesser le trouble et prête assistance à France Travail, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'il détient ou peut obtenir. Dans un délai maximum de 8 jours calendaires à compter de sa notification, France Travail informe le Titulaire de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances du Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et l'appelle à la cause en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

VIII.5 - Traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail

VIII.5.1 - Traitement autorisé, réglementation applicable et lieu d'hébergement

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de France Travail, en qualité de sous-traitant au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique,

aux fichiers et aux libertés, les données personnelles nécessaires à l'exécution du marché pour les finalités et aux conditions décrites au présent contrat.

France Travail et le Titulaire s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dans sa rédaction issue de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Les coordonnées du délégué à la protection des données désigné par le Titulaire en application de l'article 37 du règlement général sur la protection des données (RGPD) sont communiquées à France Travail à la notification du marché. Le délégué à la protection des données de France Travail peut être contacté par courriel à contact-dpd@francetravail.fr ou par courrier à l'adresse suivante : France Travail, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Sauf accord préalable express de France Travail et à peine de résiliation à ses torts exclusifs, le Titulaire traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

VIII.5.2 - Obligations du Titulaire en matière de protection des données et de sécurité

Le Titulaire s'engage à :

- ✓ traiter les données uniquement pour les finalités et selon les instructions figurant au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT). Dans le cas où il considère qu'une instruction contrevient à la réglementation en matière de protection des données personnelles, le Titulaire en informe immédiatement France Travail ;
- ✓ garantir la confidentialité des données personnelles traitées. Notamment, le Titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données respectent leur confidentialité et bénéficient d'une formation suffisante en matière de protection des données personnelles ;
- ✓ prendre en compte les principes de protection des données dès la conception, ainsi que par défaut, prévus à l'article 25 du règlement général sur la protection des données » (RGPD), s'agissant des outils, produits, applications ou services développés ou mis en œuvre pour l'exécution du marché ;
- ✓ le cas échéant, aider France Travail dans la réalisation des analyses d'impact et consultations préalables de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), prévues aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données » (RGPD) ;
- ✓ mettre à disposition de France Travail l'ensemble des informations nécessaires permettant de démontrer le respect de ses obligations en matière de protection des

données personnelles, ou permettant la réalisation d'audits sur pièces ou sur place, par France Travail, un organisme mandaté par ses soins à cet effet ou toute autorité de contrôle à laquelle France Travail est soumis. Le Titulaire contribue également à ces audits ;

- ✓ dans le cas où il a recours à un sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article VIII.2 du présent Contrat, ou à un fournisseur pour mettre en œuvre tout ou partie du traitement, veiller à ce que le sous-traitant ou fournisseur présente les garanties suffisantes s'agissant de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de protection des données personnelles. Le recours au fournisseur doit en outre faire l'objet d'une autorisation écrite préalable ;
- ✓ dans le cas où il est dans l'obligation, en application du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, de procéder à un transfert de données en dehors de l'Union européenne, en informer France Travail avant la mise en œuvre du traitement, sauf interdiction pour des motifs importants d'intérêt public.

De plus, le Titulaire apporte une attention particulière aux données personnelles figurant dans les zones de texte libre, notamment dans les livrables remis à France Travail, afin de n'y porter que des informations ayant un caractère objectif, c'est-à-dire dépourvues de jugement de valeur sur le ou les bénéficiaires. Ces informations ne peuvent en aucun cas faire apparaître des données sensibles telles que l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle, des données génétiques, des données biométriques visant à identifier une personne physique de manière unique, des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ou aux mesures de sûreté connexes.

Le Titulaire déclare tenir par écrit le registre des activités de traitement prévu à l'article 30 du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Sans préjudice des instructions le cas échéant fixées au Cahier des charges fonctionnel et technique (CCFT) et conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le Titulaire définit et met par ailleurs en œuvre les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes. Il met en œuvre *a minima* les mesures techniques et organisationnelles définies à l'annexe 4, dans les conditions décrites à cette annexe.

VIII.5.3 - Information des personnes concernées

France Travail informe les personnes concernées de l'existence du traitement, ainsi que de leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Dans le cas où des demandes d'exercice de ces droits lui sont adressées, le Titulaire transmet ces demandes à France Travail, par courriel, à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr. Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour aider France Travail à répondre à ces demandes.

VIII.5.4 - Violation de données personnelles

Dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, le Titulaire notifie à France Travail, par courriel à l'adresse contact-dpd@francetravail.fr, toute violation de données personnelles. Est jointe la documentation utile permettant le cas échéant à France Travail de notifier la violation à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Cette documentation comprend a minima les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes et de données concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation ;
- la description des mesures prises ou que le Titulaire propose de prendre pour remédier à la violation, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les conséquences.

VIII.5.5 - Sort des données

Le Titulaire détruit l'ensemble des données à caractère personnel traitées, ainsi que leurs éventuelles copies, dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution des prestations et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire informe France Travail de la date de cette destruction par ses soins et par ses éventuels sous-traitants ou fournisseurs, dans un délai maximum de huit jours calendaires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux fichiers, documents et pièces justificatives que le Titulaire est tenu de conserver pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

VIII.6 - Autres traitements de données personnelles

Indépendamment du traitement de données personnelles mis en œuvre pour le compte de France Travail dans les conditions fixées ci-avant, le Titulaire traite également pour son propre compte des données personnelles pour les besoins de l'exécution et du suivi du marché et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution. Il en va de même pour France Travail. France Travail et le Titulaire s'engagent, chacun en ce qui le

concerne, à respecter la réglementation applicable en matière de protection de données personnelles.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met ainsi en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie. Les données transmises dans le cadre du marché ne sont pas utilisées à d'autres fins que son exécution ou son suivi ou le suivi des contentieux.

Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD). Ces droits s'exercent, pour les traitements mis en œuvre par France Travail, auprès de son délégué à la protection des données et, pour les traitements mis en œuvre par le Titulaire, auprès de son délégué à la protection des données, selon les modalités décrites ci-avant.

Sauf obligation légale et réglementaire particulière, France Travail et le Titulaire s'engagent à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dans un délai de deux mois à compter de la fin de l'exécution du marché.

VIII.7 - Lutte contre le travail illégal et exclusion des marchés publics

VIII.7.1 - Lutte contre le travail illégal

Conformément aux dispositions des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le Titulaire produit, sans autre rappel de France Travail, les pièces attestant de la régularité de sa situation au regard de la lutte contre le travail dissimulé tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, à savoir :

- s'il est établi en France, les pièces listées à l'article D.8222-5 du code du travail (une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois et un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou autre document listé au 2° même article du code du travail pour les Titulaires concernés) ;
- s'il est établi ou domicilié à l'étranger, les pièces listées à l'article D.8222-7 du code du travail ;
- dans tous les cas, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article D.8254-2 du code du travail. Cette liste est établie à partir du registre unique du personnel et précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'emploie pas de salariés étrangers, il produit une attestation sur l'honneur en ce sens.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'article D.8222-5 et, le cas échéant, l'article D.8222-7 du code du travail lui imposent de procéder, à l'égard d'un sous-traitant, avant la notification du marché puis en cours d'exécution, à ces mêmes vérifications dès lors que le montant maximum des prestations qu'il envisage de sous-traiter excède le montant prévu à l'article R.8222-1 du code du travail (5 000 €HT à la date de notification du marché).

En complément de ces obligations et sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le Titulaire du marché, un sous-traitant direct ou indirect, une entreprise de travail temporaire auquel il recourt dès lors qu'il est établi hors de France, détache des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du code du travail, il remet à France Travail, préalablement à chaque détachement, une copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1-I du code du travail. A défaut, France Travail adresse, dans les 48 heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail dans les conditions définies à l'article L.1262-4-1 du code du travail.

VIII.7.2 - Exclusion des marchés publics

Sans préjudice des dispositions de l'article VIII.1, le Titulaire informe sans délai France Travail de tout changement de sa situation ayant pour effet de le placer dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique.

VIII.6 - Confidentialité

Le Titulaire qui a reçu communication de renseignements, documents, données et/ou produits de toute nature, en relation avec l'objet du marché, sous quelque forme que ce soit, y compris orale, et sur tout type de support est tenu de les maintenir strictement confidentiels.

En conséquence, le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que tout élément qui lui est transmis soit protégé et maintenu strictement confidentiel et ne soit communiqué qu'aux seules personnes ayant à en connaître dans le cadre du marché.

En cas de violation des obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus le marché peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Cette obligation perdure pendant toute la durée du marché dans une limite de 5 années.

IX - RESILIATION

IX.1 - Résiliation aux torts exclusifs du Titulaire

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché est résilié de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

Je te propose de nous fonder sur la dernière version de cette clause de résiliation :

- 1.1°) en cas de rejet de la demande d'enregistrement, de l'annulation de l'enregistrement ou de la caducité de la déclaration d'activité dans les conditions définies aux articles L.6351-1 et suivants du code du travail, ainsi que en cas de suspension ou retrait de la certification qualité prévue à l'article L.6316-1 du code du travail ;
- 1.2°) en cas de manquement aux obligations résultant des articles VI.5 et VIII.5 du présent Contrat.
- 1.3°) en cas de contravention à la législation ou réglementation du travail, y compris les dispositions du Livre III de sa sixième Partie, ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché ;
- 1.4°) en cas d'inexactitude des renseignements communiqués avant la notification du marché en application de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- 1.5°) lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- 1.6°) dans le cas où le Titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce dès lors que le Titulaire en a informé sans délai France Travail ;

Le marché peut être également résilié aux torts exclusifs du Titulaire :

- 2.1°) après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du Titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché ;
- 2.2°) lorsque, enjoint par France Travail, en application des articles L.8222-6 ou L.8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L.8221-3, L.8221-5 et du premier alinéa de l'article L.8251-1 du même code, le Titulaire n'a pas, dans un délai de 2 mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard 6 mois à compter de l'injonction. Toutefois et compte tenu de la situation du Titulaire notamment lorsqu'il est en cours de régularisation de sa situation, France Travail peut décider de lui accorder un délai supplémentaire pouvant aller jusqu'à 2 mois. Lorsque le Titulaire n'a pas régularisé sa situation à l'expiration du délai fixé par France Travail,

La résiliation prend effet à l'expiration du 6ème mois à compter de l'injonction initiale de France Travail ;

2.3°) lorsque, enjoint par France Travail en application des articles L.1262-4-3 et L.3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du Titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas régularisé sa situation dans un délai de sept jours. A l'expiration de ce délai, France Travail transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, France Travail résilie le marché sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;

2.4°) si le montant cumulé des pénalités prévues à l'article VI.6 excède 20 000 €.

La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, France Travail se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché résilié, aux frais et risques du Titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au ou aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le Titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations reprises à ses frais et risques par un autre opérateur économique.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

IX.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

France Travail peut, à tout moment, par décision unilatérale, mettre fin à l'exécution du marché pour des motifs d'intérêt général. En ce cas, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de cette décision. Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que France Travail se réserve la possibilité d'émettre des commandes jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

X - LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction administrative compétente. En application du second alinéa de l'article R. 312-11 du code de justice administrative, il est expressément

convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution du marché est le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à _____, le __ / __ / 2025

Signature du représentant du Titulaire :
(à revêtir du cachet de la société)

Signature du représentant de France Travail :

ANNEXE 4 - OBLIGATION EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES ET DE SECURITE

Conformément à l'article VIII.5.2 du Contrat, le Titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles suivantes :

Processus à sécuriser	Mesures à mettre en œuvre	Niveaux d'exigence
Gestion des habilitations des utilisateurs des applications fournies par France Travail en cohérence avec l'activité réalisée	La vérification des habilitations doit être effectuée par le Titulaire tous les 6 mois.	Minimal
	Le Titulaire établit un procès-verbal de cette revue d'habilitation et le transmet à France Travail.	Avancé
Sécurisation des échanges entre le Titulaire et tout intervenant prenant part à l'exécution du marché	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil standard type 7zip.	Minimal
	Les échanges s'effectuent par envoi par courriel de fichiers chiffrés avec un outil qualifié par l'ANSSI (Primx zed! par exemple) ou par la mise à disposition de fichiers sur un portail avec authentification à deux facteurs.	Avancé
Stockage des données	Le Titulaire interdit à l'ensemble des intervenants prenant part à l'exécution du marché d'utiliser les offres publiques des plateformes de stockage non maîtrisées pour y transférer les données transmises par France Travail.	Minimal
Destruction des données personnelles	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché.	Minimal
	Le Titulaire réalise une purge tous les 6 mois de l'ensemble des données qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il établit un procès-verbal de destruction qu'il transmet à France Travail.	Avancé
Condition de détention du matériel informatique dans des locaux appropriés et sécurisés	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une armoire technique.	Minimal
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans une salle technique avec contrôle d'accès.	Intermédiaire
	Le Titulaire conserve le matériel informatique dans un centre de données pour les serveurs soutenant la messagerie, les espaces de stockage partagé et l'Assistance Diagnostic.	Avancé

Utilisation de messageries électroniques accessibles via Internet	<p>Le Titulaire met en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une politique de mot de passe robuste (mot de passe de 8 caractères dont au moins une majuscule, une minuscule, un chiffre et un caractère spécial ou mot de passe de plus de 12 caractères) ; • un mécanisme de protection contre les attaques par force brute (par exemple : temporisation d'accès au compte après plusieurs échecs ; nombre maximal de tentatives autorisées dans un délai donné ; mise en place d'un "Captcha" ; blocage du compte après 10 échecs assorti d'un mécanisme de déblocage choisi en fonction des risques d'usurpation d'identité et d'attaques ciblées par déni de service) ; • un mécanisme d'oubli de mot de passe qui ne transfère pas le mot de passe mais fournit uniquement à l'utilisateur la possibilité de réinitialiser son mot de passe et donc d'en choisir un nouveau par lui-même. 	Minimal
	Le Titulaire utilise l'authentification à deux facteurs (2FA) sur deux supports différents.	Avancé
Configuration du Wifi	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.</p> <p>https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf avec un mode d'authentification WPA-PSK avec un mot de passe long (> 20 caractères)</p>	Minimal
	<p>Le Titulaire doit mettre en place une configuration du WiFi à l'état de l'art.</p> <p>https://cyber.gouv.fr/sites/default/files/IMG/pdf/NP_WIFI_NoteTech.pdf. Il doit configurer le point d'accès pour utiliser un chiffrement robuste (utilisation du mode WPA2 avec l'algorithme de chiffrement AES-CCMP).</p>	Avancé
Moyens de protection de la connexion et navigation sur Internet	Le Titulaire doit disposer d'un pare-feu entrant sur la connexion internet et d'un pare-feu local sur les postes de travail.	Minimal
	Le Titulaire doit disposer d'un proxy web de sortie avec liste de blocage.	Avancé

Connaissance par le Titulaire de son système d'information	Le Titulaire réalise l'inventaire de l'ensemble de ses équipements, services, logiciels, données, traitements de données, accès et interconnexions vers l'extérieur et dispose d'une cartographie à jour de tous les systèmes.	Minimal
	Le Titulaire dispose d'antivirus à jour des signatures sur tous les postes de travail.	Minimal
	Des dispositifs de détection et réponses aux terminaux (EDR) sont installés sur les postes de travail.	Intermédiaire
	Le Titulaire maîtrise également l'ensemble de sa flotte mobile via MDM (Mobile Device Management)	Avancé

Dès la notification du marché, le Titulaire est tenu de mettre en œuvre, *a minima*, l'ensemble des mesures minimales définies.

Six mois après la date de notification du marché, le Titulaire rend compte à France Travail de cette mise en œuvre en lui retournant, au format Excel, le questionnaire Cybersécurité remis lors de la réunion de lancement. Ce questionnaire permet de définir le type de mesures effectivement mises en œuvre (minimal, intermédiaire, avancé).

Un plan de progrès pourra être demandé suivant les résultats issus du questionnaire.